

**RAPPORT (2002) DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMMERCE, DE LA DETTE  
ET DES FINANCES AU CONSEIL GÉNÉRAL**

Projet

Vu que le Groupe de travail ne se réunira pas de nouveau avant la réunion du Conseil général, le projet de rapport annuel ci-joint des activités du Groupe de travail en 2002 est distribué aux délégations, qui sont priées de bien vouloir communiquer leurs éventuelles observations à M. Marc Auboin (Tél: 022 739 5080/Fax: 022 739 5787) d'ici au **vendredi 8 novembre 2002** avant la fermeture des bureaux. Après cette date, la version définitive du rapport sera transmise au Conseil général.

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/WGTDF/W/15**

29 octobre 2002

(02-5947)

---

## **RAPPORT (2002) DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMMERCE, DE LA DETTE ET DES FINANCES AU CONSEIL GÉNÉRAL**

### Projet

#### **I. INTRODUCTION**

1. Le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances a été établi à la quatrième session de la Conférence ministérielle à Doha en novembre 2001; il est doté du mandat ci-après<sup>1</sup>:

"Nous convenons d'un examen, au sein d'un Groupe de travail sous les auspices du Conseil général, de la relation entre commerce, dette et finances, et de toutes recommandations éventuelles sur les mesures qui pourraient être prises dans le cadre du mandat et dans la sphère de compétence de l'OMC pour améliorer la capacité du système commercial multilatéral de contribuer à une solution durable du problème de l'endettement extérieur des pays en développement et des pays les moins avancés, et pour renforcer la cohérence des politiques commerciales et financières internationales, en vue de préserver le système commercial multilatéral des effets de l'instabilité financière et monétaire. Le Conseil général fera rapport à la cinquième session de la Conférence ministérielle sur les progrès accomplis dans cet examen."

#### **II. RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIVITÉS DU GROUPE**

2. Le Groupe de travail a tenu trois réunions, le 15 avril, les 11 et 12 juillet et le 30 septembre, sous la présidence de l'Ambassadeur Hernando José Gómez (Colombie).<sup>2</sup>

3. À sa réunion des 11 et 12 juillet, le Groupe de travail a adopté son programme de travail pour 2002 figurant dans le document WT/WGTDF/W/1/Rev.1 (reproduit à l'annexe I du présent document), et est convenu qu'il examinerait la question de la "relation entre commerce et finances" à sa réunion de juillet, la question de la "relation entre commerce et dette" à sa réunion de septembre et la question "vers une plus grande cohérence" à sa réunion de décembre.

4. Il a été convenu d'accorder à tous les observateurs réguliers auprès du Conseil général (Banque mondiale, CCI, CNUCED, FAO, FMI, OCDE, OMPI et ONU) le statut d'observateur auprès du Groupe de travail. Il a également été convenu d'inviter les représentants des organisations intergouvernementales pertinentes ayant des compétences dans les domaines visés par le programme de travail à présenter de brefs exposés factuels décrivant leurs travaux et leur expérience concernant les questions examinées.

5. Une liste des documents de travail établis pour le Groupe figure à l'annexe II.

---

<sup>1</sup> Paragraphe 36 du document WT/MIN(01)/DEC/W/1.

<sup>2</sup> Les rapports de ces réunions sont reproduits sous les cotes WT/WGTDF/M/1, M/2 et M/3.

## A. RELATION ENTRE COMMERCE ET FINANCES

6. À la première réunion du Groupe (avril), un représentant du FMI a donné un aperçu des travaux du Fonds relatifs à la réforme de l'architecture financière internationale. Il a fait observer que les principaux éléments des travaux englobaient la transparence et la responsabilisation, le renforcement des systèmes financiers, l'approfondissement de l'analyse de la vulnérabilité externe et les normes et codes.

7. Le Président a pris note de l'opinion exprimée par le FMI selon laquelle la participation à son programme d'évaluation du secteur financier, ainsi qu'à l'élaboration et à l'application de normes prudentielles, pourrait aider les Membres de l'OMC à déterminer s'ils étaient prêts à tirer profit de l'ouverture de leurs secteurs des services financiers. L'initiative en matière de normes, conduite par le FMI et la Banque mondiale, visait à mettre au point des codes et normes convenus au niveau international de façon à donner une base institutionnelle solide à un système financier international stable. Le FMI avait également indiqué que l'adoption de normes et de codes de bonnes pratiques contribuait à l'efficacité du fonctionnement des marchés et créait un environnement favorable et propice à l'investissement et au commerce. En outre, les Membres avaient suggéré que le Groupe de travail étudie un certain nombre de questions: les taux de change et leur incidence sur la compétitivité; la façon dont l'architecture financière actuelle répondait aux besoins financiers des pays en développement; et la manière dont on pouvait renforcer et fiabiliser davantage les mécanismes de financement du commerce.

8. À la deuxième réunion (juillet), les représentants de la CNUCED, de la Banque asiatique de développement et de l'OCDE ont fait des exposés sur la base de leurs communications écrites (annexe 2). Pendant la discussion qui a suivi, un certain nombre de questions ont été soulevées, entre autres la volatilité des taux de change et le commerce, le rôle du commerce et de la libéralisation des échanges dans les périodes de crise financière, les étapes de la réforme des politiques commerciale et financière, les difficultés à se procurer les financements nécessaires pour les opérations commerciales, la réforme fiscale et la libéralisation des échanges, et le recours aux restrictions commerciales à des fins de balance des paiements.

9. Résumant les discussions sur la relation entre commerce et finances sous sa propre responsabilité, le Président a appelé l'attention sur les thèmes suivants:

- l'utilité du système de l'OMC pour ce qui est d'offrir la stabilité et la sécurité économique dans les périodes de crise financière;
- l'utilité de maintenir les marchés ouverts dans le monde entier dans les périodes de crise financière, pour faire en sorte que les économies frappées par la crise puissent continuer à compter sur leurs exportations pour disposer de recettes en devises et accroître leurs revenus;
- le rôle de la libéralisation des échanges dans la répartition des ressources et la résistance des économies aux chocs externes;
- la relation entre l'exercice entrepris par le FMI et la Banque mondiale en vue de renforcer les systèmes financiers et les négociations menées par l'OMC sur les services financiers; et
- à la lumière de l'expérience acquise en Asie, la nécessité d'améliorer la stabilité et la sécurité des sources de financement du commerce, surtout pour faire face aux périodes de crise financière.

## B. RELATION ENTRE COMMERCE ET DETTE

10. À la troisième réunion (septembre), les représentants de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ONU), de la Commission économique pour l'Afrique (ONU) et de la Banque mondiale ont fait des exposés sur la base de leurs communications écrites (annexe II). Pendant la discussion qui a suivi, plusieurs questions ont été soulevées, entre autres l'importance de l'accès aux marchés d'exportation pour les pays en développement endettés, les problèmes liés à la détérioration des termes de l'échange et l'importance de sources alternatives de financement extérieur pour les pays en développement (telles que l'IED).

11. Présupposant les discussions sur la relation entre commerce et dette sous sa propre responsabilité, le Président a appelé l'attention sur les thèmes suivants:

- les restrictions à l'accès aux marchés étrangers empêchaient les pays endettés de se procurer les devises dont ils avaient besoin pour assurer le service de leur dette extérieure et ne pas avoir à recourir à de nouveaux emprunts impossibles à rembourser. D'après des études dignes d'attention, les gains pouvant être tirés d'une élimination des obstacles auxquels se heurtaient les exportations de ces pays dépassaient largement les flux annuels d'APD et l'allègement de la dette – flux dont l'augmentation avait été préconisée à la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement tenue à Monterrey;
- une réduction globale non discriminatoire des obstacles au commerce dans le cadre des négociations de l'OMC en cours, en particulier dans les domaines où des distorsions affectent les exportations des pays en développement, pourrait contribuer de manière significative à une solution durable aux problèmes de l'endettement extérieur des pays en développement et des pays les moins avancés;
- parallèlement, les pays endettés pourraient améliorer leur capacité d'assurer le service de la dette en libéralisant de façon appropriée leurs propres régimes de commerce. Cela pourrait contribuer à stimuler leur croissance intérieure, leur productivité et leurs exportations. Il fallait accorder une attention particulière au calendrier et à l'échelonnement de la réforme du commerce dans ce contexte, ainsi qu'au coût de l'ajustement entraîné par une telle libéralisation et à l'aide nécessaire pour faire face à ce coût;
- la réforme de la politique commerciale dans les pays endettés devait être soutenue par des mesures favorisant la croissance qui incluraient, entre autres choses, l'augmentation de l'épargne privée intérieure et la stimulation de l'investissement étranger direct;
- la question de la détérioration des termes de l'échange devait être examinée plus avant, car elle affectait la capacité des pays, malgré les importantes réformes internes en cours, d'assurer le service de leur dette et d'abandonner les exportations de produits de base.

12. À cette même réunion (septembre), le Groupe a examiné une communication écrite de la Communauté européenne (WT/WGTDF/W/8), qui contenait plusieurs idées sur le déroulement des travaux du Groupe, des propositions sur la façon de passer à une phase plus fondamentale des travaux, et des suggestions concernant les domaines concrets dans lesquels la cohérence entre l'OMC et d'autres enceintes internationales pourrait être améliorée.

Annexe I

**PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2002**

**I. RELATION ENTRE COMMERCE ET FINANCES**

- A. ARCHITECTURE FINANCIÈRE ET COMMERCE
- B. POLITIQUE COMMERCIALE ET STABILITÉ FINANCIÈRE
- C. DISPOSITIONS PERTINENTES DE L'OMC
- D. AUTRES SUJETS SOULEVÉS PAR LES MEMBRES

**II. RELATION ENTRE COMMERCE ET DETTE**

- A. DETTE EXTÉRIEURE ET COMMERCE
- B. QUESTIONS LIÉES AU COMMERCE ET ALLÈGEMENT DE L'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET DES PAYS LES MOINS AVANCÉS
- C. DISPOSITIONS PERTINENTES DE L'OMC
- D. AUTRES SUJETS SOULEVÉS PAR LES MEMBRES

**III. VERS UNE PLUS GRANDE COHÉRENCE**

- A. ÉVALUATION DES TRAVAUX EN COURS
- B. ORIENTATION DES TRAVAUX FUTURS

Annexe II**Tableau récapitulatif des contributions reçues par le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances en 2002**

<i>Cote (WT/WGTDF/W/-)</i>	<i>Membre/Autre source</i>	<i>Réunion à laquelle la contribution a été présentée (renvoi au compte rendu)</i>	<i>Titre ou sujet</i>
W/1/Rev.1		M/2, paragraphe 2	Projet de programme de travail pour 2002
W/2	FMI	M/1, paragraphe 9	Conditionnalité des programmes du FMI
W/3	Secrétariat	M/2, paragraphe 43	Dispositions de l'OMC relatives à la relation entre commerce et finances et entre commerce et dette
W/4	Secrétariat	M/2, paragraphe 22	Les liens entre commerce et finances – Examen de la littérature concernant les crises financières des années 90
W/5/Rev.1	CNUCED	M/2, paragraphe 6	Les effets de l'instabilité financière et de la volatilité des prix des produits de base sur les échanges, les finances et le développement
W/6	Banque asiatique de développement	M/2, paragraphe 36	Nécessité d'obtenir des crédits commerciaux efficaces et fiables
W/7 + Add.1	OCDE	M/2, paragraphe 25	Les incidences d'une crise financière sur le commerce et la politique commerciale
W/8	Communautés européennes et ses États membres	M/2, paragraphe 20 M/3, paragraphe 47	Cadre méthodologique pour le Groupe de travail – Questions à examiner et à étudier
W/9	Secrétariat	M/3, paragraphe 3	Relation entre commerce et dette - Examen de quelques ouvrages spécialisés
W/10	CEPALC	M/3, paragraphe 5	Mécanismes permettant de faire face au surendettement
W/11	Commission économique pour l'Afrique	M/3, paragraphe 22	Liens entre commerce et dette: L'expérience de l'Afrique
W/12 + Add.1	Banque mondiale	M/3, paragraphe 33	L'allègement de la dette pour le développement durable
W/13	FMI	M/3, paragraphe 46	Perspectives de l'économie mondiale - Septembre 2002: Essais sur le commerce et les finances et sur le commerce et l'intégration financière - Résumé

<i>Cote (WT/WGTDF/W/-)</i>	<i>Membre/Autre source</i>	<i>Réunion à laquelle la contribution a été présentée (renvoi au compte rendu)</i>	<i>Titre ou sujet</i>
W/14	FMI/Banque mondiale	M/3, paragraphe 40	Accès aux marchés pour les exportations des pays en développement – Questions diverses: Document établi conjointement par les services du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale

---